

Éditorial : Le G-2, charnière de la réussite de Doha

Après trois semaines de l'agriculture pendant lesquelles on n'a pas réalisé de progrès digne de mention, on dit que le président des négociations sur l'agriculture, M. David Walker, préconise une façon différente d'amener les membres à épouser le sentiment d'urgence qu'il ressent à produire un texte révisé avant le 21 avril. Cependant, les délégués semblent plus détendus, allant jusqu'à proposer de reporter d'une semaine ou deux la prochaine quinzaine de l'agriculture, que M. Walker avait projeté de commencer pendant la semaine du 7 mars. Tous conviennent que les progrès des pourparlers dépendent du résultat des négociations sino-américaines. Les deux géants se sont déjà affrontés une fois cette année, en janvier, lorsque le président de la Chine, M. Hu Jintao, a visité son homologue à Washington. À cette époque, leurs pourparlers ont incité la Chine à changer d'attitude à l'égard du Cycle de Doha. Des sources ont déclaré que les Chinois se sont soudainement ouverts davantage à trouver une solution pour les négociations sectorielles, bien que cette volonté de négocier n'ait pas produit de résultats tangibles. Les deux pays auront une autre occasion de négocier lorsqu'ils se rencontreront de nouveau pendant la semaine du 21 février. Cependant, tout comme dans le cas des fonds mutuels, la performance antérieure lors des négociations ne garantit pas les rendements futurs, et on ne prévoit pas qu'une percée importante sera annoncée après les réunions bilatérales États-Unis-Chine de la semaine prochaine.

G-11 : Le Brésil fait planer l'idée de l'approche du panier en agriculture

Dans la perspective de rééquilibrer les revendications des États-Unis voulant que les pays en développement émergents, plus particulièrement le Brésil, la Chine et l'Inde, participent aux pourparlers sectoriels en acceptant de réduire les tarifs pour certains de leurs secteurs industriels, notamment les produits chimiques, les machines industrielles et les produits électroniques, le Brésil a laissé entrevoir, le 14 février, ce que le pays demanderait en retour, s'il était obligé d'accorder davantage d'accès aux marchés dans le secteur des produits non agricoles (AMNA).

La proposition du Brésil, qui n'a pas encore été couchée sur papier, imiterait la proposition « d'approche du panier », comme il est convenu de l'appeler, présentée par le Japon dans l'accord sectoriel. Les fonctionnaires brésiliens ont déclaré que l'approche du panier en agriculture ciblera principalement les secteurs sensibles des pays développés, particulièrement les secteurs de la viande, notamment le bœuf, la volaille et le porc; en l'occurrence, les secteurs dans lesquels le Brésil est un concurrent principal important sur le marché mondial.

Les fonctionnaires brésiliens ont répété avec insistance que le pays ne peut pas ouvrir ses secteurs industriels à la concurrence internationale, car cela mettrait en péril plusieurs de ses entreprises qui sont exploitées dans des secteurs ciblés par les États-Unis. Lors de la réunion des hauts fonctionnaires du G-11, organisée par l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC, M. Micheal Punke, le Brésil a mentionné qu'il ne pourrait se permettre que d'apporter de modiques ajustements à l'AMNA. La situation du pays a profondément changé depuis l'appréciation de sa devise, le real, et le gouvernement du Brésil est à présent confronté à une pression énorme de son milieu industriel, qui lui demande de ne pas faire de nouvelles concessions au moment des pourparlers sur l'AMNA qui seraient préjudiciables au secteur industriel florissant du pays.

Les diplomates ont déclaré que s'il est obligé à faire des concessions supplémentaires dans l'AMNA, le Brésil usera de mesures de rétorsion en exigeant davantage d'accès aux marchés en agriculture aux pays développés au lieu de se concentrer sur une réduction plus poussée du soutien interne.

Une source brésilienne a expliqué que son pays ne souhaite pas s'appesantir sur les revendications antérieures par lesquelles il cherchait à réduire le niveau de soutien interne global ayant un effet de distorsion des échanges (SGEDE) des pays développés, et particulièrement des États-Unis, parce qu'à l'heure actuelle, les niveaux de soutien sont faibles en raison du prix élevé des produits. Les fonctionnaires ont déclaré qu'ils prévoient que la situation perdurera plusieurs années et qu'elle procurera les flexibilités pour les pays développés, afin qu'ils apportent au SGEDE une réduction supplémentaire qui ne leur ferait pas autant de tort que la réduction des lignes tarifaires sectorielles en causerait à l'économie du Brésil.

Par conséquent, les pourparlers du G-11 fort attendus, tout comme les tentatives antérieures entreprises depuis le début de 2011, n'ont pas réussi à produire le type d'énergie dont les membres ont besoin pour faire avancer les pourparlers. Au lieu de cela, le groupe a décidé de se concentrer sur les bilatérales pour sortir des négociations de l'impasse.

Les membres attendent à présent des prochaines réunions bilatérales entre les États-Unis et la Chine pendant la semaine du 21 février qu'elles impartissent un élan dont on a beaucoup besoin. On pense qu'une entente entre ces deux grandes économies créerait une atmosphère bien plus favorable pour que les pourparlers progressent.

Réunion ouverte sur l'agriculture

Lors de la réunion ouverte du 17 février de l'ensemble des membres, le président des négociations sur l'agriculture, M. David Walker, a avisé les délégués qu'après deux semaines de consultations sur l'agriculture, il ne disposait toujours pas de nouvelle matière qui lui permettrait de réviser le texte sur le projet de modalités pour l'agriculture d'ici Pâques.

« Nous perdons une journée chaque jour », a déclaré M. Walker à l'ensemble des membres, se plaignant qu'il avait entendu peu de choses « audiblement » nouvelles tout au long de la quinzaine.

« Nous essayons de faire atterrir l'avion sur une piste », a déclaré M. Walker, parlant du texte sur les modalités. La tâche consiste à « poser l'avion sur la piste et à l'arrêter avant d'arriver au bout », a rappelé le président aux délégués.

M. Walker a présenté aux membres une séance d'information sur les trois réunions en salle E auxquelles ont participé quelque 38 délégations, qu'il avait entreprise pour examiner l'ensemble des trois piliers des pourparlers en agriculture (soutien interne, accès aux marchés et concurrence à l'exportation), en axant les pourparlers sur les dix questions non réglées ou « entre crochets ou autrement annotées » qui figurent dans le projet de texte de 2008.

Les réunions en salle E n'ont guère produit quelque chose de nouveau, bien que les membres, a-t-il déclaré, aient tenu des réunions sur des questions comme la simplification des tarifs, la création de CT et le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) pour les pays en développement. L'Australie et le Brésil ont trouvé les résultats des consultations en petits groupes du président décevants.

Le Canada, les États-Unis et la Chine (qui s'est montrée conciliante, à la surprise de tous, au cours des quelques dernières semaines) ont prétendu que les consultations ont été quelque peu utiles, même si le manque de progrès était flagrant.

Plusieurs délégations ont répété leur position à l'égard des questions qui sont importantes pour elles, notamment la Suisse et le besoin d'aborder les indications géographiques en agriculture (auxquelles l'Australie est opposée) ou les Philippines au sujet du MSS (auquel le Paraguay est opposé, prétendant que cela saperait ses exportations vers d'autres pays en développement).

Il est intéressant de constater que le Brésil, qui par le passé avait prévenu les délégués de ne pas rouvrir des questions qui sont réputées être réglées, parce que cela déferait tout l'ensemble en agriculture, déclare à présent que rien dans le texte n'est « figé ».

« Rien n'est intouchable », a déclaré le Brésil.

Les délégués reconnaissent collectivement que pour que les pourparlers progressent, les membres doivent s'attaquer aux questions horizontalement, car les compromis entre secteurs sont importants pour l'équilibre global de l'ensemble du Cycle de Doha. Cependant, cela n'empêche pas que des pourparlers verticaux se déroulent. Par conséquent, M. Walker a déclaré qu'il avisera les délégués si ses prochaines consultations se dérouleront pendant la semaine du 7 mars ou plus tard.

Prochains événements

- Réunion du groupe des négociations sur l'agriculture, mi-mars 2011 (à confirmer)
- Semaine de l'AMNA, mi-mars 2011
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 31 mars 2011; juin, septembre et novembre 2011
- Textes sur le projet révisé de modalités, avril 2011
- Sommet du G-20 sur l'agriculture, 22 et 23 juin 2011 Paris
- Éventuelle mini-conférence ministérielle sur le PDD (modalités), juillet 2011 (à confirmer)
- Conférence ministérielle de l'OMC (CM8), du 15 au 17 décembre 2011

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, [HYPERLINK http://www.poulet.ca](http://www.poulet.ca) www.poulet.ca, [HYPERLINK http://www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca) www.lesoeufs.ca, [HYPERLINK http://www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca) www.leseleveursdedindonducanada.ca, [HYPERLINK](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca).

